

### Mode de scrutin

Dans le Haut-Rhin, 4 postes de Sénateurs sont à pourvoir. Les listes présentées comportent 6 noms et doivent être enregistrées en Préfecture entre le 8 et le 12 septembre 2014.

L'élection a lieu au **suffrage universel indirect** : 1969\* grands électeurs participeront au scrutin à raison de 1910 délégués des conseils municipaux, 31 conseillers généraux, 18 conseillers régionaux, 6 députés et 4 sénateurs. L'élection a lieu en un seul tour. Il s'agit d'un scrutin de liste sans panachage ni vote préférentiel. Les sièges sont attribués à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

\* *chiffre du Sénat au 02/07/2014, sous réserve des jugements par les tribunaux administratifs des éventuels recours.*

### Dépôt et envoi de la propagande électorale

Au plus tard le 8 septembre, il est institué une commission de propagande chargée de l'envoi et de la distribution des documents de propagande électorale.

La date limite de dépôt des circulaires et bulletins de vote au président de la Commission de propagande est fixée au lundi 22 septembre à 18 heures. Ils sont envoyés au plus tard le mercredi 24 septembre à tous les membres du collège électoral.

### Lieu, accès et stationnement

Le vote se fait à la Cour d'Appel qui est située au 9 Avenue Poincaré à COLMAR.



- ✓ Pour ceux qui viennent en train : la Cour d'Appel se trouve à proximité de la gare de Colmar (2 minutes à pied). Il faut remonter la rue face à la sortie principale de la gare.

- ✓ Pour ceux qui viennent en voiture ou en bus, il faut prendre la direction de la gare.

Le stationnement est possible autour de la gare et le long de l'avenue Poincaré.

### Modalités de vote

**Horaires d'ouverture des bureaux de vote** : 9h – 15h

**Convocation** : elle est adressée aux grands électeurs par le Préfet et indique les date, heures et lieu du scrutin.

#### Bureau du collège électoral

Le collège électoral est présidé par le président du Tribunal de Grande Instance (TGI), assisté de 2 juges du TGI désignés par le 1er président de la Cour d'Appel et de 2 conseillers généraux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin et non candidats.

#### Sections électorales

La liste des électeurs du département, dressée par ordre alphabétique des électeurs, est divisée par le préfet en sections comprenant au moins 100 électeurs. Le bureau du collège électoral constitue le bureau de la première section. Les bureaux des autres sections sont composés d'un président, d'au moins deux assesseurs et d'un secrétaire.

Ils sont nommés par le bureau du collège électoral parmi les électeurs de la section.

#### Déroulement du vote

Seuls ont accès aux salles de vote les membres du bureau, les électeurs composant le collège électoral, les candidats ou leurs représentants et les représentants du préfet. A son entrée dans la salle du scrutin, l'électeur fait constater son identité suivant les règles et usages établis ou fait la preuve de son droit de voter.

*Le suppléant qui ne figure pas sur la liste d'émargement doit présenter une lettre du délégué empêché visée par le maire et indiquant les raisons de l'empêchement. C'est le bureau du collège électoral qui l'autorisera ou non à voter.*

L'électeur prend lui-même une enveloppe et sans quitter la salle du scrutin, se rend dans un isolement afin de mettre son bulletin dans l'enveloppe. Il fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe et introduit lui-même l'enveloppe dans l'urne. Il appose sa signature à l'encre en face de son nom sur la liste d'émargement afin de faire constater son vote.

La copie de la liste des électeurs du département certifiée par le préfet constitue la liste d'émargement.

#### Contrôle des opérations électorales

Chaque liste de candidats a la possibilité de désigner un représentant habilité à contrôler les opérations de vote, de dépouillement, de décompte des voix dans tous les locaux où s'effectuent ces opérations. Le nom du représentant doit être communiqué au préfet au plus tard le jeudi 25 septembre 2014 à 18h.

#### Dépouillement et proclamation des résultats

Dès la clôture du scrutin, la liste d'émargement est signée par tous les membres du bureau du collège électoral. Il est aussitôt procédé au dénombrement des émargements. Le dépouillement est effectué par les scrutateurs sous la surveillance des membres du bureau. Les scrutateurs sont affectés aux tables de dépouillement et sont 4 au minimum par table. Les résultats des scrutins de chaque section sont centralisés et recensés par le bureau du collège électoral. Dès l'établissement du procès-verbal, le résultat est proclamé en public par le président du bureau du collège électoral.

# Le Bulletin

## de l'Association des Maires du Haut-Rhin

### Bulletin de liaison des Maires, Adjointes, Présidents et Vice-Présidents de Communautés

Directeur de la publication : René DANESI

N° 146 Juillet - Août 2014

### Report sous conditions de l'accessibilité

La loi du 11 février 2005 sur l'égalité des chances impose que tous les Etablissements Recevant du Public (ERP), catégories 1 à 5 soient accessibles à tous les usagers, quel que soit le type de handicap, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Elle prévoit également des dispositions pour l'accessibilité aux réseaux de transport public.

Partant du constat que ce délai ne pourra pas être respecté, la loi du 10 juillet 2014 permet au gouvernement de légiférer par ordonnances pour redéfinir de nouvelles modalités de mise en œuvre de l'accessibilité.

Ainsi, des délais supplémentaires seront accordés au vu d'un engagement formalisé dans un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Pour les ERP des collectivités et les voiries non conformes aux règles d'accessibilité, deux possibilités sont donc à envisager :

- soit terminer tous les travaux de mise en accessibilité avant le 1er janvier 2015 ;
- soit déposer un Ad'AP auprès de la préfecture, dans les conditions qui seront précisées par ordonnance. Il s'agit d'un document de programmation financière des travaux d'accessibilité qui constitue un engagement à réaliser les travaux requis avec un calendrier précis.

Les ordonnances doivent être publiées avant le 11 décembre 2014. Elles préciseront le contenu des agendas d'accessibilité, les modalités et les délais de présentation de l'agenda au Préfet.

Le non-respect de l'échéance du 1er janvier 2015, en l'absence de dépôt d'un Ad'AP, expose toujours aux sanctions pénales prévues par la loi.

L'agenda d'accessibilité est donc un dispositif d'exception qui met le propriétaire d'un ERP à l'abri des poursuites le temps de rattraper son retard, dans un délai qui reste limité.

Le Premier Ministre a annoncé le 26 février dernier que la durée sera graduée suivant le type d'établissement concerné (voir sur ce point notre *Bulletin de mars 2014*). Le plus grand nombre d'ERP, tels que mairie, école, salle des fêtes, relève de la catégorie 5. Pour ces établissements, ainsi que pour les transports urbains, le délai devrait être de 3 ans maximum.

Les obligations relatives à l'accessibilité des services de transport public pourront également être adaptées, en définissant notamment les conditions de détermination des points d'arrêts à rendre accessibles et les délais de mise en accessibilité et en précisant la notion d'impossibilité technique pour les réseaux de transport existants.

Parallèlement aux délais rallongés, la loi prévoit la possibilité d'assouplir certaines dispositions prévues par la loi de 2005. Cela concerne le Plan d'Aménagement de la Voirie et de l'Espace public (PAVE) qui :

- ✓ deviendrait facultatif pour les communes de moins de 500\* habitants
- ✓ serait limité aux voies les plus fréquentées pour les communes de moins de 1 000\* habitants.

\* Ces deux seuils sont des maxima et devront être confirmés par ordonnance.

A noter que la Commission Consultative d'Evaluation des Normes a émis le 24 juin 2014 un avis défavorable sur le projet d'ordonnance, ainsi que sur deux projets de décrets s'y rapportant. La Commission a considéré que les dispositions témoignaient d'un degré de précision excessif ne permettant pas une mise en œuvre circonstanciée en fonction des situations locales. Dans sa séance du 10 juillet, les élus du nouveau Conseil National d'Evaluation des Normes ont dénoncé le coût significatif généré par les dispositions prévues, dans un contexte financier déjà contraint. Ils attendent de la part du gouvernement la mise en œuvre de politiques incitatives à même de favoriser les initiatives locales.



## Nos prochaines rencontres

### Samedi 6 septembre 2014, de 9h45 à 12h30 au Parc des Expositions de Mulhouse

Réunion d'information dans le cadre des Rencontres « Est Collectivités » sur le thème : les enjeux de l'intercommunalité.

*Table ronde : dans un contexte de plus en plus contraint de maîtrise des dépenses publiques, comment organiser l'action publique de proximité au regard notamment des objectifs d'efficacité et d'attractivité des territoires.*

Remise des Trophées sur le thème « La mutualisation pour une plus grande efficacité ».

Les invitations ont été envoyées dans les collectivités.

### Samedi 4 octobre 2014, de 9h à 12h

Formation « Loi ALUR et urbanisme : les nouvelles règles ». Les invitations seront envoyées prochainement dans les collectivités.

### Mardi 4 novembre 2014, de 9h à 16h au CREF à COLMAR

Réunion d'information sur le thème : l'habitat indigne en questions. Organisée par l'ensemble des partenaires institutionnels concernés par le sujet : Etat, collectivités territoriales, Agence Régionale de Santé...

Les invitations seront envoyées début octobre.

## Congrès des Maires et des Présidents des Communautés de France à PARIS

Le 97ème Congrès des Maires et des Présidents de Communautés de France aura lieu les 25, 26 et 27 novembre 2014, à PARIS-EXPO, Porte de Versailles. L'objectif des débats et des ateliers organisés à l'occasion du Congrès est de donner aux élus les clés de compréhension et des éléments de réponse aux dossiers d'actualité. C'est également une année de renouvellement des instances de l'AMF : Bureau, Comité Directeur et Président.

Le dossier d'inscription au Congrès sera envoyé début septembre dans les collectivités.

Une délégation de notre Association se rendra au Congrès pour participer aux travaux et pour y représenter l'ensemble des maires de notre département.

## L'obligation de voter pour les grands électeurs

Pour les grands électeurs, le vote est obligatoire. S'ils ne peuvent pas participer au vote pour un motif légitime, ils sont remplacés par un suppléant. Si leur non participation au scrutin n'est pas justifiée ils encourent une amende de 100 euros. La même peine peut être appliquée au délégué suppléant qui, averti suffisamment tôt, n'aura pas pris part au vote.

Les empêchements considérés comme majeurs, outre le décès ou la perte des droits civiques et politiques, sont : les obligations professionnelles, un handicap, des raisons de santé, l'assistance apportée à une personne malade ou infirme...

Le délégué empêché doit adresser au maire les justificatifs permettant d'établir son empêchement. Si les justificatifs sont probants, le maire procède à son remplacement. Si ce n'est pas le cas, le maire transmet les justificatifs ainsi que son avis au préfet qui peut refuser de procéder au remplacement. Il doit alors notifier son refus dans les plus brefs délais au délégué et au maire. Il n'appartient en aucun cas au maire de refuser de lui-même un remplacement.

Lors du remplacement d'un délégué, il est primordial de respecter l'ordre des suppléants. Dans les communes de moins de 1000 habitants l'ordre de suppléants est déterminé successivement par l'ancienneté de leur élection (1er ou 2ème tour) et le nombre de voix obtenues. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, l'ordre des suppléants résulte de leur rang de présentation sur la liste.



Le Conseil constitutionnel a annulé l'élection sénatoriale du 26 septembre 2004 organisée dans le département du Bas-Rhin. Dans trois cas l'ordre des délégués suppléants appelés à remplacer les grands électeurs inscrits sur la liste d'émargement et empêchés peu avant le scrutin n'avait pas été respecté. Cette irrégularité, en raison du très faible écart de voix pour l'attribution du dernier siège à la plus forte moyenne, a pu affecter l'attribution du dernier siège.

Le préfet peut modifier la liste des grands électeurs pour tenir compte des remplacements de délégués jusqu'à sa division en sections de vote qui intervient au plus tard la veille du scrutin. Sur les modalités de vote : voir en page 4 du présent Bulletin.

## Information des usagers sur les démarches en ligne concernant leurs impôts

La Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) vous informe de la possibilité pour vos administrés de réaliser certaines démarches relatives à leurs impôts de façon simple, sans se déplacer en utilisant l'espace particuliers sur le site :

<http://www.impots.gouv.fr>

Ils peuvent, par exemple, corriger leur déclaration s'ils constatent un oubli ou une erreur ; répondre aux organismes qui leur demandent de justifier leurs revenus ; effectuer des démarches fiscales courantes : paiement, changement d'adresse ; faire une réclamation ou poser une question ; savoir s'ils sont les bénéficiaires de la nouvelle mesure de réduction d'impôt...

La DGFIP vous remercie de bien vouloir relayer cette information à travers votre bulletin municipal, votre site Internet ou tout moyen de communication que vous utilisez habituellement.

Pour de plus amples renseignements : Mme Lara MILLION, Responsable des Relations Publiques et de la Communication - Inspecteur Divisionnaire- Courriel : [lara.million@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:lara.million@dgfip.finances.gouv.fr)



## La Préfecture fait le point sur...

PRÉFET DU HAUT-RHIN

**SÉCURITÉ ROUTIÈRE**  
**TOUS RESPONSABLES**

**SENSIBILISATION SUR LES RISQUES LIÉS A L'USAGE DU**  
**TELEPHONE AU VOLANT**

L'Association des Maires du Haut-Rhin s'associe à la Sécurité Routière du Haut-Rhin pour diffuser une campagne de sensibilisation sur les risques liés à l'usage du téléphone au volant.

D'après une enquête, 61% des conducteurs âgés de moins de 35 ans lisent leurs SMS en conduisant et 32% en écrivent (enquête TNS SOFRES/Sécurité Routière "le texting au volant" sept 2013). Devant ce constat alarmant, il est nécessaire de rappeler le plus largement possible qu'écrire un message en conduisant multiplie le risque d'accident par 23.

Le dispositif de communication qui sera mis à votre disposition par courrier fin octobre, se compose de :

- ✓ d'une affiche A3 ;
- ✓ d'un article (un demi-A4) à intégrer dans les journaux municipaux (pour une parution souhaitée entre novembre 2014 et janvier 2015). Les communes sont invitées à se réserver d'ores et déjà un encart dans leur Bulletin municipal.
- ✓ d'un message court à diffuser par le biais de panneaux d'affichage électronique ;
- ✓ des tracts à distribuer aux automobilistes.

Contact : Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin / Bureau Sécurité Routière et Coordination.

Marie-Madeleine JONAS - ☎ : 03 89 24 85 28

Courriel : [marie-madeleine.jonas@haut-rhin.gouv.fr](mailto:marie-madeleine.jonas@haut-rhin.gouv.fr)

## VENTES EN LIQUIDATION : LES DECLARATIONS SE FONT DESORMAIS AUPRES DES MAIRIES

Depuis le 1er juillet 2014, la déclaration des ventes en liquidation se fait auprès de la mairie dont relève le lieu de la liquidation et non plus auprès de la préfecture, conformément à l'ordonnance du 6 mars 2014 et au décret du 2 juin 2014.

La déclaration doit être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise au maire deux mois au moins avant la date prévue pour le début de la vente.

Les articles A. 310-1 et suivants du Code de commerce fixent la liste des informations relatives, notamment, à l'identité du vendeur, à la cause et à la durée de la vente et à l'inventaire des marchandises liquidées, ainsi que des pièces qui sont annexées à cette déclaration. La durée de la liquidation ne peut excéder deux mois.

Une vente en liquidation ne peut être autorisée que pour les raisons suivantes :

- cessation définitive d'activité,
- suspension saisonnière de l'activité,
- changement d'activité,
- modification des conditions d'exploitation du commerce : travaux de rénovation, déménagement ou changement de la forme juridique de l'entreprise, par exemple.

L'un de ces motifs doit obligatoirement figurer dans la déclaration préalable.

Le maire délivre un récépissé de déclaration de la vente en liquidation dans un délai maximum de quinze jours à compter de la réception du dossier complet de ladite déclaration.

Si le dossier est incomplet, le maire notifie à l'intéressé la liste des pièces manquantes dans un délai de sept jours à compter de sa réception ; à défaut de production des pièces complémentaires dans un délai de sept jours à compter de la réception de la notification des pièces manquantes, la déclaration mentionnée à l'article R. 310-2 ne peut faire l'objet d'un récépissé de déclaration.

Aucune vente en liquidation ne peut intervenir tant que le récépissé de déclaration n'a pas été délivré par le maire.

Le maire informe la Chambre de commerce et d'industrie territoriale de la vente en liquidation ainsi déclarée.

Le report de la date de la vente en liquidation fait l'objet d'une information préalable du maire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comportant justification de ce changement. Tout report de cette date supérieur à deux mois donne lieu à une nouvelle déclaration.

Le service « Protection Economique des Consommateurs » de la DDCSPP du Haut-Rhin se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. Nous contacter : DDCSPP du Haut Rhin - Service PEC - 52 avenue de la République 68026 COLMAR cedex - ☎ 03.89.20.80.30